

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Diabétiques non assurés : mort en sursis

Le président de l'association des diabétiques de la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj, M. Douibi Abdelkader, dresse un bilan de trois années d'activité dans lequel il dénonce une précarisation accrue des conditions de vie des malades chroniques (diabétiques) non assurés sociaux, et la multiplication de dysfonctionnements administratifs des institutions (DAS, Cnas, Casnos).

Au mépris du droit à la santé de 2 800 personnes atteintes de pathologies lourdes que compte cette association. Et pour cause, ces personnes démunies et diabétiques étaient titulaires de registres du commerce (vendeurs de fruits et légumes, peintre, maçon, électriciens...) et avaient surtout besoin de ce document pour établir un passeport, afin d'avoir un visa d'entrée en France, en d'autres

termes partir du pays à la recherche de l'eldorado. Beaucoup ont déchanté après une fin de non-recevoir des services consulaires français ; quelque temps après, ces mêmes personnes se retrouvent malades chroniques (diabétiques ou autres) et sans ressource aucune.

Face à cet épineux problème de santé, elles s'adressent à la Cnas et Casnos pour se faire établir une attestation de non-affiliation et autres

documents des impôts afin de pouvoir bénéficier d'une assurance sociale pour personnes démunies.

Mais les directions Cnas, Casnos et impôts refusent de leur établir les documents, en conséquence de quoi ces malades sont livrés à eux-mêmes. Heureusement que l'association des diabétiques leur vient en aide sinon ils ne seraient plus de ce monde.

L'association des malades diabétiques reçoit deux subventions annuelles, l'une de la wilaya dont l'enveloppe est de 200 000 DA, et l'autre de l'APC de 100 000 DA, de quoi prendre en charge les malades en matière de médicaments pour 15 jours.

Le reste de l'aide provient de certaines grossisteries, et surtout de l'entraide entre malades chroniques

assurés sociaux à l'endroit des malades démunis non assurés.

Sur les 2 800 personnes diabétiques, l'on compte 30% de jeunes dont l'un est un nourrisson de 16 mois. Le local qui abrite l'activité de l'association se trouve dans un état de délabrement avancé.

Le wali a été informé de la situation, selon Douibi Abdelkader, et compte leur venir en aide en mettant à leur disposition un local viable. En tout état de cause, qui doit prendre en charge ces malades non assurés ?

Evidemment, la Cnas, le Trésor public, ou la direction de l'action sociale et sanitaire. Pourvu que l'appel de cette association donne des idées à nos ministres.

Layachi Salah-Eddine

Les enfants de la poubelle

Ils ont sept, huit, neuf, dix ou onze ans, rarement plus, tous issus de milieux défavorisés, sillonnant les quartiers de la ville et éventrant les sacs à ordures, en quête d'objets en plastique, à savoir bouteilles, bidons et tous genres de récipients et quelques chutes métalliques de plomb, de fer, de zinc ou d'aluminium qu'ils revendront à des prix dérisoires à l'usine de récupération du coin.

Ils opèrent de nuit, faisant du monde nocturne leur univers qui les protège des regards curieux des

passants. Souvent maladroits et pris de panique, les enfants de la nuit n'ont que très peu de temps pour éventrer les poubelles et éparpiller leur contenu, laissant derrière eux toutes sortes de déchets sur les trottoirs et les chaussées compliquant ainsi davantage la mission des éboueurs.

A l'image des quémendeurs professionnels, les petits innocents débarquent dans de vieux véhicules usés par le temps, conduits par des adultes sans scrupules qui forment les tentacules du réseau «opération poubelles», qui les déposent un peu partout, le temps d'un ramassage conséquent pour les reprendre ensuite vers la même mission tout au long de la nuit.

Certains parmi eux s'ingénient, à force de

fréquenter les mêmes coins, dans le repérage des demeures les plus accessibles et les moins sécurisées, en vu d'éventuels casses occasionnels, commandés par les adultes employeurs.

Les petits caïds, eux, sont de petits adolescents endurcis, plus anciens dans le métier, qui assurent les recrutements permanents des petits bleus qui obéissent au doigt et à l'œil à leurs petits chefs qui les gâtent de temps à autre par de petits apports de lotions magiques, qui leur font oublier le stress de leur mission nocturne. C'est un peu ça Bordj..., une souffrance quotidienne d'enfants désemparés qui ont complètement oublié l'autorité parentale sous la pression d'une pauvreté caractérisée.

Saâdène Ammara

POUR EXIGER L'INVALIDATION DU CONGRÈS DU SETE

Rassemblement de protestation de syndicalistes devant le siège de l'UGTA de Béjaïa

Le bras de fer opposant le groupe de syndicalistes dissidents de l'UGTA et la structure de wilaya de Béjaïa de l'organisation syndicale de Sidi-Saïd se poursuit.

Les opposants au congrès du SETE de Béjaïa, qui s'est tenu le 25 juin écoulé à Akbou, maintiennent le forcing pour faire annuler cette rencontre de renouvellement des structures dudit syndicat de l'éducation affilié à l'UGTA initiée, selon ses contestataires, dans «une opacité totale».

Les dissidents de l'UGTA de Béjaïa qui ont organisé une action musclée de protestation pour empêcher la tenue de la conférence de renouvellement du SETE à Akbou, il y a une dizaine de jours, sont revenus à la charge hier lundi à travers un regroupement de protestation devant le siège de l'Union de wilaya de l'UGTA de Béjaïa pour exiger, une autre fois, son «invalidation» et dénoncer la «marginalisation et l'exclusion des authentiques délégués des travailleurs de l'éducation».

Tout en dénonçant «l'absence de pré-congrès et de débats à la base», les syndicalistes protestataires enfoncent le clou en signalant que «quelque 70



Photo : DR.

congressistes issus des différentes daïras de la wilaya sont exclus et n'ont pas pris part aux travaux du congrès du SETE d'Akbou».

Une délégation des syndicalistes dissidents a été reçue, en marge du rassemblement, par des responsables de l'Union de wilaya qui leur avait confirmé la «validation» du congrès de renouvellement de la structure du SETE «malgré les arguments prouvant toutes les transgressions observées tout au long de la préparation de la

conférence». S'agissant de la réhabilitation des quatre syndicalistes suspendus par le bureau de l'UGTA de Béjaïa au lendemain de la tenue des assises de l'organisation de Sidi-Saïd, qui n'avait pas «apprécié» la sortie tonitruante des congressistes, pointant du doigt le déroulement «anti-démocratique des travaux de ce 11^e congrès», ses responsables ont indiqué que leur dossier «se trouve actuellement entre les mains de l'instance nationale habilitée à statuer sur leur cas».

Pour leur part, lors d'un point

de presse animé au lendemain de la conférence de renouvellement de la structure syndicale du SETE de Béjaïa, Fateh Boubalou, secrétaire général de l'Union de wilaya de l'UGTA, Abdelouheb Khoualalen, membre de la FNTE, ont déclaré que l'élection des nouvelles instances du SETE s'est déroulée «en toute transparence», même si on reconnaît que les travaux ont été «écourtés pour éviter d'éventuels dérapages avec la présence des dissidents».

Les mêmes responsables ont indiqué que la conférence d'Akbou a enregistré la présence de quelque 125 congressistes sur les 145 représentant les cinq Unions territoriales de Sidi-Aïch, Akbou, Béjaïa, Kherrata et Amizour. Les contestataires, eux, ont menacé, lors d'une prise de parole improvisée au cours de leur sit-in, d'investir la rue à la rentrée scolaire prochaine par l'organisation de rassemblements des enseignants devant la Direction de l'éducation et le siège du SETE et des œuvres sociales que «les responsables syndicaux instrumentalisent aux fins de leurs ambitions personnelles», a-t-on dénoncé.

A. Kersani

HADJIS DE TEBESSA

Des vols à partir de l'aérodrome Cheikh-Larbi

Après des années de calvaire enduré par les citoyens de la wilaya de Tébessa devant se rendre aux Lieux saints de l'islam pour l'accomplissement du Hadj à partir de l'aérodrome de Annaba, à 234 km, où à chaque déplacement des accidents mortels sont souvent enregistrés, le ministre des Transports vient enfin de notifier aux autorités concernées une décision de programme de vols des hadjis à partir de l'aérodrome Cheikh-Larbi Tébessa à compter de cette année. Cette salubre et louable décision est le résultat des démarches effectuées par le wali et le P/APW auprès du ministère. Selon d'autres sources, des démarches similaires seraient entreprises pour programmer les vols des hadjis de Khenchela et Souk-Ahras à partir de Tébessa dont la distance ne dépasse pas 150 km au lieu de Annaba et Batna plus éloignés.

Saâdallah Djamel

VENDEURS À LA SAUVETTE
Un commerçant grièvement agressé

Le commerce informel à Tébessa a pris des proportions alarmantes, il a envahi la ville et contribué à sa clochardisation, particulièrement le centre devenu un bazar à ciel ouvert, squatté par les vendeurs à la sauvette au su de tous les responsables concernés qui ont été à maintes reprises approchés mais qui affichent une inertie totale face au commerce illégal qui a plongé la ville dans le chaos et l'anarchie totale. Voilà qu'un commerçant de la rue Ben-Boulaïd, connue depuis l'ère coloniale sous le nom de la rue des Mozabites, a été agressé par un vendeur à la sauvette qui avec ses semblables impose son diktat. Atteint d'une hémorragie cérébrale, le commerçant a été évacué dans un état comateux vers Annaba.

Tous les commerçants du lieu ont baissé rideau et ont interpellé les autorités et comptent persévérer dans leur mouvement de grève jusqu'à l'assainissement des lieux.

S. D.